

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'EXPANSION (SBE)**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 31 000 000 €

Siège social : 22, rue de Courcelles - 75008 Paris

482 656 147 R.C.S. Nanterre - APE 6419 Z

**Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale du 11 mai 2018****I. – Bilan au 31 décembre 2017**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2017</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP	20 203	20 480
Effets Publics et Valeurs assimilées		
Créances sur les Etablissements de Crédit	94 130	126 940
Opérations avec la Clientèle	568 468	664 852
Obligations et Autres Titres à revenu fixe	45 923	35 611
Actions et Autres Titres à revenu variable	1	1
Participations et autres titres détenus à long terme	210	236
Parts dans les Entreprises liées		
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat		
Location Simple		
Immobilisations Incorporelles	11 698	11 698
Immobilisations corporelles	581	606
Capital souscrit non versé		
Actions Propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres Actifs	3 977	3 690
Comptes de Régularisation	1 764	1 229
<b>Total actif</b>	<b>746 955</b>	<b>865 341</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2017</b>
Banques Centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	321 609	411 487
Opérations avec la Clientèle	363 834	388 758
Dettes représentées par un titre		
Autres Passifs	2 529	1 033
Comptes de Régularisation	10 354	14 570
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	1 590	1 672
Dettes subordonnées	123	123
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		
Capitaux Propres Hors FRBG (+/-)	46 916	47 698
Capital souscrit	31 000	31 000
Primes d'Emission	1 900	1 900
Réserves	3 100	3 100
Ecarts de Réévaluation		
Provisions réglementées et Subventions d'investissement		
Report à nouveau (+/-)	8 387	9 893
Résultat de l'exercice (+/-)	2 530	1 805
Résultat en instance d'affectation	0	0
<b>Total passif</b>	<b>746 955</b>	<b>865 341</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2017</b>
Engagements donnés		
Engagements de financement	30 226	35 110
Engagements de garantie	4 185	3 667

Engagements sur titres		
Engagements reçus		
Engagements de financement	25 000	0
Engagements de garantie	471 878	568 195
Engagements sur titres		

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2016	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	17 498	16 508
- Intérêts et charges assimilées	7 306	6 612
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
+ Produits sur opérations de location simple	0	0
- Charges sur opérations de location simple	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commission (produits)	4 477	4 864
- Commissions (charges)	670	771
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	53	-25
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	0	-2
+ Autres produits d'exploitation bancaire	507	534
- Autres charges d'exploitation bancaire	8	25
Produit net bancaire	14 551	14 471
- Charges générales d'exploitation	10 626	11 057
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles & corporelles	187	184
Résultat brut d'exploitation	3 738	3 231
+/- Coût du risque	-23	-328
Résultat d'exploitation	3 715	2 903
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	3 715	2 903
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	1 185	1 098
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	2 530	1 805

## III. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice :

Bénéfice net de l'exercice	1 805 104 €
Report à nouveau	9 893 000 €
Soit un bénéfice distribuable de	11 698 000 €
Distribution d'un dividende de 0,23 € à chacune des 3 100 000 actions, soit	722 000 €
Le solde soit 10 976 000 € est reporté à nouveau	

Il est rappelé en application de l'article 243 bis du code général des impôts que la société a procédé à la distribution d'un dividende de 0,23 € au titre des trois derniers exercices.  
Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **IV. – Annexes aux comptes au 31 décembre 2017**

### **I. – Règles et principes généraux**

#### **1. – Référentiel comptable**

Les états financiers de la Société de Banque et d'Expansion (SBE) sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, notamment le règlement CRC 2000-03 relatif à la présentation des états financiers.

#### **2. – Présentation des comptes**

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros avec un comparatif sur deux exercices.

#### **3. – Intégration fiscale**

La société de Banque et d'Expansion (SBE) ne fait pas partie d'un groupe intégré fiscalement.

### **II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation**

#### **1. – Changements de méthodes comptables intervenus sur l'exercice 2017**

Il n'y a pas de changement de méthode sur l'exercice 2017.

#### **2. – Conversion des opérations en devise**

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement 89-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (modifié par les règlements 90-01 et 95-04).

Les créances, les dettes et les engagements hors-bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat.

Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

La SBE ne supporte pas de risque de change significatif.

#### **3. – Bilan-Actif**

##### **3.1. – Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur les établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Les opérations avec la clientèle sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les créances sur la clientèle sont comptabilisées selon les modalités édictées par le règlement CRC 2002-03 du 12 décembre 2002.

Parmi les créances saines, la banque distingue les créances restructurées à des conditions hors marché.

##### **\* Créances douteuses**

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2002-03 du 12 décembre 2002 notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière ou de plus de neuf mois pour les collectivités locales.

La classification d'une créance en encours douteux entraîne le transfert de l'encours total des créances sur une même contrepartie, même si l'analyse du risque ne conduit pas à déprécier le risque en capital.

Au sein des créances douteuses, une catégorie spécifique est identifiée, dénommée « créances douteuses compromises », pour lesquelles l'un des faits générateurs suivants s'est produit : déchéance du terme, restructurations pour lesquelles le débiteur transféré en encours sain connaît un nouvel impayé, créances classées en douteux depuis plus d'un an dès lors qu'un passage à perte est envisagé, conformément à l'avis du Comité d'Urgence du CNC du 18 décembre 2003. Pour ces créances douteuses compromises, les intérêts courus ou échus non encaissés ne sont plus enregistrés.

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées après analyse individuelle des dossiers, en tenant compte des garanties et déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux. Ces dépréciations sont calculées de manière actuarielle sur la base des flux futurs attendus sur chacun des contrats.

Les dotations nettes de reprises des dépréciations, les créances passées en perte sur l'exercice, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées ainsi que l'effet lié au passage du temps de la dépréciation des créances douteuses et compromises constituent la charge du risque sur opérations de crédit en ligne « coût du risque » au compte de résultat, à l'exception des dotations aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, dans le « produit net bancaire ». L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées figure au même titre que les intérêts dans le « produit net bancaire ».

*\* Créances restructurées*

Lorsque la restructuration d'une créance reclassée parmi les créances saines a été conclue à des conditions hors marché, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu à calcul d'une décote représentant l'écart entre les nouvelles conditions de rémunération et le taux le plus faible entre le taux d'origine de la créance et le taux de marché prévalant au moment de la restructuration, sur les flux futurs attendus. Lorsque les créances ayant fait l'objet d'une restructuration donnent lieu à l'enregistrement d'une décote, celle-ci est comptabilisée en déduction de l'actif et étalée de façon actuarielle sur la durée résiduelle de la créance.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés sont également reclassées en créances saines.

Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est définitivement déclassée en créance douteuse compromise.

### **3.2. – Opérations sur titres**

Les portefeuilles de titres de placement, d'investissement suivent les règles d'évaluation du règlement 90-01 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

*\* Portefeuille de placement*

La différence entre le prix d'acquisition frais exclus et la valeur de remboursement d'un titre à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode actuarielle.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats sont pris en compte pour la détermination des dépréciations.

Dans les faits, les titres de placement couvrent les swaps auxquels ils sont adossés.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation estimée à partir du cours de bourse le plus récent pour les titres cotés ou de la valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Ces dépréciations sont évaluées de manière individuelle.

Les dotations et reprises pour dépréciations et les plus ou moins-values de cession de titres de placement sont portées au poste du compte de résultat « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

*\* Portefeuille d'investissement*

Ce sont des titres à revenu fixe que la société a acquis avec l'intention de les détenir de façon durable qui font l'objet, soit d'un financement spécifique (notamment les accords de refinancement, les emprunts subordonnés et les comptes à terme), soit d'une couverture adéquate en matière de risque de taux (essentiellement des contrats d'échange de taux dont le marché est liquide).

Les titres d'investissement sont acquis avec l'intention d'une détention jusqu'à échéance, toutefois, en cas de cession anticipée, les plus et moins-values de cession sont comptabilisés au poste du compte de résultat « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Conformément aux informations demandées à l'article 1<sup>er</sup> du règlement CRC 2004.16 du 23 novembre 2004, le montant des moins-values latentes relatives au portefeuille d'investissement sont indiquées en note annexe.

*\* Titres de participation et autres titres détenus à long terme.*

Les titres de participation et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (ou valeur d'apport) hors frais puis sont estimés à leur valeur d'utilité déterminée de manière individuelle à la clôture des comptes. La valeur d'utilité fait référence à différents critères comme le cours moyen de bourse pour les titres cotés, les capitaux propres corrigés pour les titres non cotés.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Les frais accessoires à l'achat et à la vente sont enregistrés en charges d'exploitation.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations et reprises de dépréciations sont inscrites en poste gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

### 3.3. – Immobilisations corporelles et incorporelles

Le CRC a émis un règlement (CRC 2002-10) applicable aux comptes individuels à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 autant pour les immobilisations corporelles qu'incorporelles et le règlement 2004-06 sur la définition et l'évaluation des actifs s'applique également à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### \* Immobilisations corporelles d'exploitation

Les encours bruts sont ventilés en composant, la décomposition en composants est fondée sur l'existence de durées d'utilisation différentes entre chacun des éléments distincts constituant un même bien.

Les coûts d'emprunt ne rentrent pas dans la détermination de la valeur brute des immobilisations.

Les durées d'utilité retenues par la SBE sont les suivantes :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades/couverture / étanchéité	20-40 ans
Fondations / ossatures	30- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les composants sont amortis sur la base de leur valeur brute diminuée de la valeur résiduelle et sur leur durée d'utilisation. La valeur résiduelle est définie comme la valeur actuelle de l'actif à la fin de sa durée probable d'utilisation. La valeur résiduelle des composants autres que le terrain et les façades non destructibles sont réputées nulles.

Les dépenses de sécurité ou de mises en conformité sont comptabilisées à l'actif dès lors qu'elles répondent de manière cumulative aux dispositions réglementaires comptables.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes sont enregistrés en charges.

Les immobilisations d'exploitation présentant un indice objectif de dépréciation sont dépréciées, les dotations sont alors enregistrées en « dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles ».

Les biens mobiliers ne font pas l'objet de l'approche par composant, ils sont amortis selon les durées d'utilisation présentées ci-dessous :

Biens	Durée d'utilité
Matériel informatique	3 – 5 ans
Autres matériels et mobiliers	5 – 10 ans

#### \* Immobilisations hors exploitation

La méthode des composants est également appliquée aux immeubles de placement.

#### \* Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet de dépréciation.

Les logiciels acquis et développés en interne sont respectivement amortis sur une durée de 1 ans et pris en charge.

### 4. – Bilan-Passif

#### 4.1. – Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Ces postes regroupent notamment les emprunts obligataires et les titres de créances négociables émis.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice.

Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Les intérêts courus à verser relatifs à ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie de compte de résultats.

## 4.2. – Provisions

### *\* Provisions pour passif sociaux*

Les passifs sociaux sont provisionnés de manière intégrale conformément à la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes Comptables. La provision comptabilisée au bilan correspond à des :

#### 1) Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation.

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

#### 2) Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite (indemnités de fin de carrière), les retraites et avantages aux retraités. Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu est de 1,38 % ;
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation est de 0,99 %.

### *\* Provisions épargne logement*

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

## **5. – Hors bilan - Instruments financiers à termes fermes et conditionnels**

Les risques encourus sur ces opérations font l'objet d'un système permanent de mesure de résultats et de positions, de surveillance et de contrôle permanent avec des limites déterminées par la Direction Générale.

### **\* Instruments fermes de taux**

Les contrats sont enregistrés en hors-bilan pour leur valeur nominale.

En application des règlements 90-15 et 92-04 du CRBF, les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- micro-couverture (couverture affectée) ;
- macro-couverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les deux premières catégories sont assimilées, au niveau du compte de résultat, à des opérations de prêts ou d'emprunts et les montants perçus ou payés sont incorporés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges sur les éléments couverts en « intérêts et produits ou charges assimilés ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « intérêts et produits ou charges assimilés ».

Les soultes constatées lors de la résiliation ou l'assignation de contrats d'échange de taux sont rapportées immédiatement en compte de résultat. Si les montants sont significatifs, elles sont étalées prorata temporis sur la durée résiduelle du nouveau contrat en cas de remplacement ou sur la durée résiduelle de l'ancien contrat en cas de non remplacement.

## **6. – Compte de résultat**

### **6.1. – Intérêts et assimilés, commissions**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les autres commissions non assimilées à des intérêts sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### **6.2. – Revenus des titres**

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

### **6.3. – Charges générales d'exploitation - frais de personnel**

Les frais de personnel comprennent non seulement les salaires et traitements mais aussi les avantages au personnel tels que les charges de retraite

### **6.4. – Résultat exceptionnel**

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers du groupe, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.



## 6.5. – Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés exigible dû au titre de l'exercice au taux courant.

## 7. – Consolidation

La SBE est consolidée par mise en équivalence :

- 50 % - Bred Banque Populaire, 18 Quai de la Rapée, 75012 Paris, RCS 552 091 795 Paris ;
- 50 % - Banque Populaire Val de France, 9 avenue Newton - 78180 Montigny le Bretonneux, RCS 549 800 373 Versailles.

## III. – Commentaires des postes du bilan et hors bilan

### 1. – Echancier des emplois à terme

(En milliers d'euros.)	2017				
	Durée restant à courir				
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créances sur établissements de crédit et effets publics		77 468			77 468
Créances sur la clientèle	18 055	36 608	183 522	413 328	651 513
Obligations et autres titres à revenu fixe			30 918		30 918

(En milliers d'euros.)	2016				
	Durée restant à courir				
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créances sur établissements de crédit et effets publics		78 005			78 005
Créances sur la clientèle	17 247	35 747	161 632	339 849	554 475
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 000		28 269	2 980	41 249

### 2. – Portefeuille titres

(En milliers d'euros.)	2017			
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de placement et d'investissement	0	35 610	1	35 611
Titres non cotés		15 000	1	
Titres cotés		4 470		
Titres autres		15 917		
Créances rattachées		223		
Total	0	35 610	1	35 611

(En milliers d'euros.)	2016			
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de placement et d'investissement	0	45 923	1	45 924
Titres non cotés		25 003	1	
Titres cotés		4 440		
Titres autres		16 246		
Créances rattachées		234		
Total	0	45 923	1	45 924

**3. – Participations et parts dans les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	2017			
	% Capital détenu	Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable
Participations non consolidées				
Sofaris	0	0	0	0
Total participations non consolidées	0	0	0	0

  

(En milliers d'euros.)	2016			
	% Capital détenu	Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable
Participations non consolidées				
Sofaris	0	0	0	0
Total participations non consolidées	0	0	0	0

**4. – Immobilisations**

(En milliers d'euros.)	2017			
	Valeur brute comptable 2016	Acquisitions	Cessions	Valeur brute comptable 2017
Immobilisations incorporelles				
Fonds commerciaux	12 851			12 851
Logiciels	51			51
Total	12 902	0	0	12 902
Immobilisations corporelles				
Exploitation	2 903	192	0	3 095
Constructions	73			73
Autres	2 830	192		3 022
Hors exploitation	78	25		103
Autres	78	25		103
Total	2 981	217	0	3 198

  

(En milliers d'euros.)	2016			
	Valeur brute comptable 2015	Acquisitions	Cessions	Valeur brute comptable 2016
Immobilisations incorporelles				
Fonds commerciaux	12 851			12 851
Logiciels	51			51
Total	12 902	0	0	12 902
Immobilisations corporelles				
Exploitation	2 762	141	0	2 903
Constructions	73			73
Autres	2 689	141		2 830
Hors exploitation	69	9		78
Autres	69	9		78
Total	2 831	150	0	2 981

**5. – Amortissement des immobilisations**

(En milliers d'euros.)	Cumul amortissements		Valeur nette comptable	
	2016	2017	2016	2017
Immobilisations incorporelles				
Fonds commerciaux	1 153	1 153	11 698	11 698
Logiciels	51	51	0	0

Total	1 204	1 204	11 698	11 698
Immobilisations corporelles				
Exploitation	2 347	2 530	556	565
Constructions	36	39	37	34
Autres	2 311	2 491	519	531
Hors exploitation	53	62	25	41
Autres	53	62	25	41
Total	2 400	2 592	581	606

**6. – Autres actifs**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Gestion collective Codevi		
Dépôt de garantie versés	22	368
Siège et succursales	0	0
Autres débiteurs divers	3 955	3 166
Total	3 977	3 534

**7. – Comptes de régularisation actif**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Comptes d'encaissement	0	0
Siège et succursales	307	156
Valeurs à rejeter		
Charges constatées d'avance	673	845
Autres produits à recevoir	777	379
Autres comptes de régularisation	7	5
Total	1 764	1 385

**8. – Actifs subordonnés**

(En milliers d'euros.)	Créances sur établissements de crédit	
	2016	2017
Prêts participatifs	1 846	1 842
Créances rattachées	3	3
Total	1 849	1 845

**9. – Dépréciation et amortissements déduits de l'actif**

(En milliers d'euros.)	2016		2017	
	Brut	Dépréciations et amortissements	Brut	Dépréciations et amortissements
Créances douteuses diverses	52	0	55	0
Créances douteuses sur la clientèle	7 224	111	4 637	3 008
Créances douteuses compromises sur la clientèle	6 624	2 931	8 927	85
Immobilisations	15 883	3 604	16 100	3 796
Total		6 646		6 889
Taux de couverture des dépréciations sur créances douteuses sur la clientèle	21,97 %		22,80 %	

**10. – Créances sur les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Créances envers les établissements de crédits	
	2016	2017
Créances Interbancaires		
Comptes ordinaires - actif		
Natixis	2 275	31 572
Bred Banque Populaire	2 749	7 978
Banque Populaire du Nord	274	141
Banque Populaire Loire et Lyonnais	182	268
Banque Populaire de l'Ouest	49	85
BPCE	8 165	6 812
Titres de placement et d'investissement -TRF		
Bred Banque Populaire		
Natixis		
Sud		
Lorraine Champagne	10 000	
BPCE	16 957	16 975
BP Participations		
Comptes ordinaires deb-créances rattachées		
Bred Banque Populaire		
Natixis		
Titres de placement et d'investissement - créances rattachées		
Bred Banque Populaire		
BPCE	11	11
Lorraine Champagne	11	
Sud		
Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance		
BPCE	3	2
Total	40 676	63 844

**11. – Echancier des ressources à termes**

(En milliers d'euros.)	2017					
	Durée restant à courir					Total
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	
Dettes sur établissements de crédit	30 000	99 412	228 200	50 000		407 612
Dettes sur la clientèle	21 315	3 360	6 624	1 617		32 916

(En milliers d'euros.)	2016					
	Durée restant à courir					Total
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	
Dettes sur établissements de crédit	25 000	78 509	176 200	35 000		314 709
Dettes sur la clientèle	21 132	2 287	9 163	1 496		34 078

**12. – Dettes à terme**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Comptes à terme	656	416
Sociétés	65	388
Particuliers	91	28

Entrepreneurs individuels	0	0
Administrations privées	500	0
Dettes rattachées	22	2
Comptes à terme	22	2
Total	678	418

**13. – Autres passifs**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Créditeurs divers	2 529	1 033
Total	2 529	1 033

**14. – Comptes de régularisation passif**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Produits constatés d'avance	6 528	7 665
Siège et succursale	0	0
Charges à payer	1 212	1 423
Autres comptes de régularisation	2 614	5 481
Total	10 354	14 569

**15. – Provisions**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Autres provisions	1 590	1 672
Provisions médaille du travail	146	142
Provisions PEL/CEL	356	384
Provisions pour retraite et indemnités de fin de carrière	510	580
Provisions collectives	558	566
Provisions pour risques	20	0
Total	1 590	1 672

**16. – Capital, réserves**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Réserve légale	3 100	3 100
Primes scissions, fusions, apport	1 900	1 900
Report à nouveau	8 387	9 893
Capital (3 100 000 d'actions de 10 €)	31 000	31 000

Actionnariat :

Nom des actionnaires	Nombre d'action	Montant (En milliers d'euros.)	% Détention
Cofibred	1 549 997	15 499,97	50,00 %
BPVF	1 549 997	15 499,97	50,00 %
COFEG	1	0,01	0,00 %
Vecteur	1	0,01	0,00 %
Bred	1	0,01	0,00 %
Autres Personnes physiques	3	0,03	0,00 %
Total	3 100 000	31 000	100,00 %

**17. – Dettes envers les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Dettes envers les établissements de crédit	
	2016	2017
Envers les établissements de crédit		
Comptes ordinaires passif		
Bred		
BPCE		
Emprunts à terme		
Natixis	10 000	0
BPCE	258 200	358 200
Bred	0	5 000
CE Rhône Alpes	4 233	4 071
CE d'Alsace	1 000	983
CE Aquitaine Poitou Charentes	3 451	3 250
CE d'Auvergne et du Limousin	1 898	1 812
CE Normandie	2 393	2 384
CE de Bourgogne Franche Comté	2 096	2 033
CE Côte d'azur	1 873	1 722
CE Ile de France	7 743	7 327
CE Languedoc Roussillon	1 806	1 715
CE Loire Drôme Ardèche	1 689	1 612
CE de Lorraine Champagne Ardenne	2 738	2 575
CE de Midi-Pyrénées	2 339	2 263
CE Nord France Europe	2 917	0
CE Bretagne-Pays de Loire	3 529	3 432
CE de Picardie	1 384	4 099
CE Provence Alpes Corse	3 099	2 862
CE Loire Centre	2 319	2 272
Dettes rattachées		
Bred		-16
BPCE	2 303	1 676
Comptes de régularisation		
Charges à payer		
Natixis	0	0
Banque Populaire Val de France		

**18. – Opérations sur instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Instruments de taux d'intérêt		
Opérations fermes		
Sur marchés de gré à gré		
Swaps-contrats d'échange de taux d'intérêt		
Opérations de couverture	145 000	115 000
Tiers : Natixis	95 000	75 000
Tiers : Bred	50 000	40 000

Classement par durée résiduelle :

(En milliers d'euros.)	2017		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats sur taux d'intérêt	25 000	90 000	

(En milliers d'euros.)	2016		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats sur taux d'intérêt	120 000	25 000	

**19. – Valorisation des instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	Notionnel		Juste Valeur	
	2016	2017	2016	2017
Swaps de taux	145 000	115 000	-7 730	-6 202

**20. – Engagement de hors bilan**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Engagements de financement donnés d'ordre de la clientèle	29 719	34 545
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit - BPCE	25 000	0
Engagements de garantie, caution, avals reçus d'établissement de crédit	468 473	564 437
Engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle	524	521
Engagements de financement donnés aux établissements de crédit	3 661	3 117
Engagements douteux donnés	507	594
Engagements douteux reçus	0	0

**21. – Contre-valeur des opérations en devises**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Actif	1 502	1 095
Passif	1 035	629

**IV. – Commentaires des postes du compte de résultat****1. – Intérêts et commissions**

(En milliers d'euros.)	2016		2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	5 247	735	4 839	933
Opérations avec la clientèle	1 933	16 528	1 856	16 124
Opérations sur titres	122	2 044	331	1 680
Opérations de change		5	25	5
Opérations de hors bilan	4	29	3	36
Moyens de paiement et divers	640	1 500	730	1 601
Autres prestations de services financiers	30	1 134	39	1 406
Total	7 976	21 975	7 823	21 785
Net		13 999		13 962

**2. – Revenus des titres à revenu variable**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Titres de participation	0	0
Total	0	0

**3. – Autres produits / Autres charges d'exploitation bancaires**

(En milliers d'euros.)	2016		2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Quote-part sur opérations bancaires faites en commun		0	2	0
Charges et produits bancaires refacturés	0	388	0	515
Produits accessoires des activités non bancaires				
Produits/charges diverses d'exploitation bancaire	8	119	25	21
Total	8	507	27	536

**4. – Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Appointements	2 951	2 907
Intéressement et participation des salariés	566	744
Charges sociales	1 608	1 559
Charges fiscales sur salaires	557	531
Total des frais de personnel	5 682	5 741
Impôts et taxes	543	231
Transports et déplacements	37	33
Services extérieurs fournisseurs sociétés groupe		
Locations	497	602
Rémunérations d'intermédiaires	2	2
Autres services extérieurs	3 891	4 383
Produit autres frais admin refacturés		
Provision Dotation - Retraites	0	70
Provision Reprises - Retraites et Personnel	-26	-5
Total autres frais administratifs	4 944	5 316
Total	10 626	11 057

Le CICE est imputé en déduction des charges du personnel et représente un montant de 126 K€.

**5. – Coût du risque**

(En milliers d'euros.)	2016		2017	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Dépréciation des créances douteuses - Opération clientèle	518	559	518	510
Perte sur créances irrécouvrables-cl	64		320	
Solde	23		328	

**6. – Impôt sur les bénéfices**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Impôt exigible	1 263	1 224
Impôt liquidé	1 388	1 294
Total	-125	-70
Impôt	18	31
Impôt différé PTZ	-96	-157
Total impôt	1 185	1 098



## V. – Eléments complétant l'information

**1. – Projet d'affectation du résultat**

(En milliers d'euros.)	2016	2017
Résultat	2 530	1 805
Report à nouveau		
Total à affecter	2 530	1 805
Réserve légale		
Report à nouveau	2 530	1 805
Autres réserves et report à nouveau		

**2. – Tableau des cinq derniers exercices**

(En milliers d'euros.)	2013	2014	2015	2016	2017
Capital en fin d'exercice					
Capital social	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000
Nombre d'actions émises	3 100	3 100	3 100	3 100	3 100
Capitaux propres					
Opérations et résultats de l'exercice					
Produit net bancaire	13 717	13 324	14 492	14 551	14 471
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	3 432	3 494	3 953	3 892	3 395
Impôts sur les bénéfices	1 143	1 033	1 298	1 185	1 098
Participation des salariés due au titre de l'exercice	35		71,554		230
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	2 083	1 746	2 078	2 530	1 805
Résultat porté aux réserves					
Résultat porté au report à nouveau					
Répartition du résultat aux actionnaires					
Résultat par action					
Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et dépréciations	0,73	0,79	0,83	0,87	0,67
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	0,67	0,56	0,67	0,82	0,58
Dividendes versés à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	78	75	75,94	73,83	73,83
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 864	2 746	2 818	2 951	2 907
Montant des sommes versées au titre des charges sociales	1 607	1 492	1 578	1 608	1 559

**V. – Rapport des commissaires aux comptes**

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société de Banque et d'Expansion, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## Fondement de l'opinion

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Risque de crédit - dépréciation individuelle et collective**

#### **Risque identifié**

La Société de Banque et d'Expansion est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés. Les provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres (tant bâlois que propres au groupe BPCE).

Les expositions nettes aux risques de crédit et de contrepartie sur des prêts et créances envers la clientèle représentent 651 513 K€ au 31 décembre 2017 dont 13 619 K€ au titre des encours douteux bruts. Les dépréciations individuelles s'élèvent à 3 093 K€ et les dépréciations collectives à 566 K€ au 31 décembre 2017.

Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes II.3.1, III.1, III.9 et III.5 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.

#### **Notre réponse**

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.

Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Concernant les dépréciations collectives, nos travaux sont pour l'essentiel fondés sur une prise de connaissance critique des conclusions des travaux réalisés par les auditeurs de la consolidation du groupe BPCE avec l'appui de leurs experts, relatifs aux évolutions méthodologiques impactant le modèle de provisionnement collectif, ainsi qu'aux tests rétrospectifs sur base historique qui conduisent à la détermination des principaux paramètres de provisionnement.

Nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées dans votre établissement.

Enfin, nous avons vérifié l'information qui était donnée à ce titre dans l'annexe des comptes annuels

#### Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

#### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Les cabinets KPMG et Thierry Morel ont été nommés commissaires aux comptes de la Société de Banque et d'Expansion conformément aux dispositions statutaires de la société, en date du 9 mai 2005.

Au 31 décembre 2017, les cabinets KPMG et Thierry Morel étaient dans la 13<sup>e</sup> année de leur mission sans interruption.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce

qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Chartres, le 26 avril 2018  
Les Commissaires aux comptes

KPMG SA  
Marie-Christine Jolys  
Associée

Thierry Morel & Associés  
Florent Burtin  
Associé

### **VI. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.